

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS 31.824/4

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 31.824/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Entreprises et Participations publiques, le 13 juin 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "portant création et renouvellement des commissions paritaires auprès de La Poste et auprès de Belgacom", a donné le 11 juillet 2001 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 13 juni 2001 door de Minister van Overheidsbedrijven en Participaties verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot oprichting en vernieuwing van de paritaire comités bij De Post en bij Belgacom", heeft op 11 juli 2001 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE

Interrogé sur la raison pour laquelle l'arrêté en projet ne s'applique pas aux autres entreprises publiques autonomes pour lesquelles l'article 30 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques est applicable, le représentant du ministre a répondu que les commissions paritaires auprès de ces autres entreprises faisaient l'objet de l'arrêté royal du 8 novembre 1998 portant création des commissions paritaires auprès de la société anonyme de droit public «Brussels International Airport Company» et de Belgocontrol.

L'attention de l'auteur du projet est toutefois attirée sur le fait que cet arrêté ne règle pas expressément les opérations de renouvellement des commissions paritaires auprès de ces deux dernières entreprises.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Examen du projet

Intitulé

L'article 30, § 1er, de la loi du 21 mars 1991, précitée, prévoit qu'"il est constitué dans chaque entreprise publique autonome une commission paritaire".

Le paragraphe 3 du même article dispose que "Le Roi fixe le nombre de membres de la commission paritaire, sans qu'il puisse dépasser dix-huit, le président non compris" et le paragraphe 8, que "le Roi règle les modalités d'application du présent article".

Par conséquent, l'objet de l'arrêté n'est pas de porter création et renouvellement des commissions paritaires auprès de la Poste et auprès de Belgacom, mais bien de fixer le nombre de membres de ces commissions et de fixer certaines modalités relatives à leur composition.

.../...

Il y a dès lors lieu d'écrire :

"Arrêté royal relatif à la composition des commissions paritaires auprès de Belgacom et de La Poste".

Préambule

1. Seule la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques constitue le fondement juridique de l'arrêté en projet. En conséquence, les alinéas 1er, 3, et 4 doivent être supprimés.

2. L'alinéa 6 du préambule doit également être omis, l'arrêté royal du 13 janvier 1997 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission entreprises publiques n'étant pas modifié par l'arrêté en projet.

3. En revanche, dès lors que l'arrêté en projet entend abroger l'arrêté royal du 24 mai 2000 fixant la date de renouvellement de la commission paritaire auprès de la Poste, ce dernier doit être mentionné au préambule ⁽¹⁾.

Dispositif

Article 1er

1. Les 1°, 2°, 4°, 5°, définissent des termes qui ne sont pas utilisés dans les autres dispositions de l'arrêté.

Ces définitions doivent dès lors être omises.

⁽¹⁾ Voir, ci-après, l'observation sur l'article 7.

Quant à la définition des "membres [lire, dans le texte français : affiliés] cotisants", qui figure sous le 7°, elle doit également être omise, dès lors que cette notion est déjà définie par l'article 30, § 7, de la loi du 21 mars 1991, précitée, qui dispose :

"Pour l'application du présent titre, les termes «affilié cotisant», «membre du personnel» et «effectif» sont entendus tels que définis en vertu de l'article 14, § 3, de la loi du 19 décembre 1974 [organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités]."

En faisant référence aux définitions prises en vertu de la loi du 19 décembre 1974, le législateur n'a en effet pas voulu que le Roi donne aux notions d'"affilié cotisant", de "membre du personnel" et d'"effectif", des entreprises publiques autonomes, un autre contenu que celui qu'il détermine pour les services publics relevant de cette loi.

2. L'article 19 de l'arrêté royal du 13 janvier 1997 précité, auquel la définition figurant sous le 8° renvoie, est formulé comme suit :

"En exécution de l'article 49, § 3, alinéa 1er, la première des périodes de six ans visées à l'article 30, § 5, de la loi prend cours le 1er décembre 1996." ⁽²⁾.

Il serait dès lors plus précis de définir la date de renouvellement comme suit :

"(...) : le 1er décembre qui suit chacune des périodes de six ans visées à l'article 30, § 5, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, la première période ayant pris cours le 1er décembre 1996".

Article 3

⁽²⁾ Même si cette disposition figure dans un arrêté royal relatif à la commission entreprises publiques, visée à l'article 31 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, les références qui y sont faites aux articles 30, § 5 et 49, § 3, alinéa 1er, de la même loi indiquent de manière non équivoque que la date qu'elle fixe est relative au renouvellement des commissions paritaires des entreprises publiques autonomes autres que la Société nationale des chemins de fer belge.

Cette disposition doit être rédigée de manière à ne pas exclure l'hypothèse d'une organisation syndicale ne siégeant pas dans la commission paritaire, mais qui, estimant qu'elle remplit les conditions pour être considérée comme représentative, souhaiterait, lors du renouvellement de la commission paritaire, que sa représentativité soit également contrôlée.

Il y a dès lors lieu d'écrire :

"Art. 3. Au plus tard trois mois avant la date de renouvellement de la commission paritaire, le président de la commission demande, par lettre recommandée à la poste, à chaque organisation syndicale qui siège ou qui a demandé à siéger dans la commission paritaire d'une entreprise publique autonome, une liste de ses affiliés cotisants qui sont membres du personnel de l'entreprise concernée."

A l'alinéa 2, il y a lieu en conséquence de supprimer le mot "représentatives".

Article 4

Ainsi qu'en a convenu le fonctionnaire délégué, mieux vaudrait prévoir un délai dans lequel la commission devrait communiquer les résultats de ses examens, afin que la date du 1er décembre puisse être respectée.

Par ailleurs, de l'accord du représentant du ministre, il conviendrait de fixer le mode de dévolution des sièges à la commission paritaire entre les organisations syndicales représentatives ⁽³⁾.

Article 7

⁽³⁾ L'auteur du projet pourra s'inspirer de l'article 3, § 1er de l'arrêté royal du 5 juillet 1991 créant des commissions paritaires auprès de la Régie des voies aériennes, de la Régie des postes et de la Régie des télégraphes et téléphones.

L'arrêté royal du 24 mai 2000 fixant la date du renouvellement de la commission paritaire auprès de La Poste fait actuellement l'objet d'un recours en annulation auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat.

Quand un litige est ainsi en cours devant la section d'administration, il est d'usage que la section de législation s'abstienne de formuler des observations relatives aux questions posées devant cette juridiction, et ce afin d'éviter de préjuger de l'issue du litige.

En conséquence, la section de législation s'abstient d'examiner la présente disposition du projet.

ALGEMENE OPMERKING

Op de vraag waarom het ontworpen besluit niet van toepassing is op de overige autonome overheidsbedrijven waarop artikel 30 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven van toepassing is, heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat de paritaire comités bij die andere overheidsbedrijven vallen onder het koninklijk besluit van 8 november 1998 tot oprichting van paritaire comités bij de naamloze vennootschap van publiek recht «Brussels International Airport Company» en Belgocontrol.

De steller van het ontwerp wordt evenwel opmerkzaam gemaakt op het feit dat de verrichtingen met het oog op de vernieuwing van de paritaire comités bij de twee laatstgenoemde overheidsbedrijven door dat besluit niet uitdrukkelijk worden geregeld.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Onderzoek van het ontwerp

Opschrift

Artikel 30, § 1, van de voormelde wet van 21 maart 1991 bepaalt dat "in elk autonoom overheidsbedrijf ... een paritair comité (wordt) opgericht".

In paragraaf 3 van datzelfde artikel wordt bepaald dat "de Koning ... het aantal leden van het paritair comité (bepaalt), zonder dat het meer dan achttien, de voorzitter niet meegerekend, kan bedragen", en in paragraaf 8 staat te lezen dat "de Koning ... de toepassingsmodaliteiten van dit artikel(regelt)".

Bijgevolg strekt het besluit niet tot oprichting en vernieuwing van de paritaire comités bij De Post en bij Belgacom, maar wel tot bepaling van het aantal leden van die comités en tot vaststelling van bepaalde nadere regels betreffende de samenstelling ervan.

Bijgevolg behoort te worden geschreven :

"Koninklijk besluit betreffende de samenstelling van de paritaire comités bij Belgacom en De Post".

Aanhef

1. Alleen de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven vormt de rechtsgrond van het ontworpen besluit. Bijgevolg moeten het eerste, het derde en het vierde lid van de aanhef vervallen.

2. Ook het zesde lid van de aanhef dient te vervallen, aangezien het koninklijk besluit van 13 januari 1997 betreffende de samenstelling en de werking van het comité overheidsbedrijven niet gewijzigd wordt bij het ontworpen besluit.

3. Aangezien het ontworpen besluit strekt tot opheffing van het koninklijk besluit van 24 mei 2000 tot vaststelling van de datum van de vernieuwing van het paritair comité bij De Post, dient dat besluit daarentegen wel te worden vermeld in de aanhef ⁽⁴⁾.

Dispositief

Artikel 1

1. In de onderdelen 1°, 2°, 4° en 5° worden begrippen gedefinieerd die in de overige bepalingen van het besluit niet worden gebezigd.

Die definities dienen dan ook te vervallen.

De definitie "bijdrageplichtige leden", die voorkomt in onderdeel 7°, behoort eveneens te vervallen, aangezien dat begrip reeds gedefinieerd is in artikel 30, § 7, van de voormelde wet van 21 maart 1991, welke bepaling als volgt luidt :

⁽⁴⁾ Zie infra de opmerking betreffende artikel 7.

"Voor de toepassing van deze titel worden de woorden «bijdrageplichtig lid», «personeelslid» en «personeelssterkte» verstaan zoals vastgesteld krachtens artikel 14, § 3, van de voornoemde wet van 19 december 1974 [tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel]."

Door te verwijzen naar de definities vastgesteld krachtens de wet van 19 december 1974 heeft de wetgever immers willen voorkomen dat de Koning aan de begrippen "bijdrageplichtig lid", "personeelslid" en "personeelssterkte" een andere inhoud zou geven dan die welke Hij bepaalt voor de openbare diensten die onder die wet ressorteren.

2. Artikel 19 van het voormelde koninklijk besluit van 13 januari 1997, waarnaar verwezen wordt in de definitie die vervat is in onderdeel 8°, luidt als volgt :

"In uitvoering van artikel 49, § 3, eerste lid, vangt de eerste van de periodes van zes jaar bedoeld in artikel 30, § 5, van de wet, aan op 1 december 1996." ⁽⁵⁾.

Van de datum van de vernieuwing zou dan ook als volgt een nauwkeuriger definitie kunnen worden gegeven :

"(...) : de eerste december die volgt op elke periode van zes jaar waarvan sprake is in artikel 30, § 5, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, waarvan de eerste periode aangevangen is op 1 december 1996".

Artikel 3

Deze bepaling behoort aldus te worden gesteld dat ze eveneens betrekking heeft op het geval van een vakorganisatie die geen zitting heeft in het paritair comité maar

⁽⁵⁾ Hoewel die bepaling voorkomt in een koninklijk besluit betreffende het comité overheidsbedrijven, bedoeld in artikel 31 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, blijkt uit de daarin vervatte verwijzingen naar de artikelen 30, § 5, en 49, § 3, eerste lid, van dezelfde wet op ondubbelzinnige wijze dat de datum die daarin wordt bepaald, geldt voor de vernieuwing van de paritaire comités van andere autonome overheidsbedrijven dan de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

die ervan uitgaat dat ze voldoet aan de voorwaarden om als representatief te worden beschouwd en daarom wenst dat bij de vernieuwing van het paritair comité ook haar representativiteit wordt gecontroleerd.

Bijgevolg behoort te worden geschreven :

"Art. 3. Uiterlijk drie maanden vóór de datum van de vernieuwing van het paritair comité verzoekt de voorzitter van de commissie elke vakorganisatie die zitting heeft of die verzocht heeft zitting te hebben in het paritair comité van een autonoom overheidsbedrijf bij een ter post aangetekende brief om een lijst van haar bijdrageplichtige leden die lid zijn van het personeel van het betrokken overheidsbedrijf."

Bijgevolg dient in het tweede lid het woord "representatieve" te vervallen.

Artikel 4

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het beter zou zijn een termijn te bepalen waarbinnen de commissie de resultaten van haar onderzoeken moet meedelen opdat de datum van 1 december kan worden gehaald.

De gemachtigde van de minister is het er voorts mee eens dat bepaald dient te worden hoe de zetels in het paritair comité over de representatieve vakorganisaties moeten worden verdeeld ⁽⁶⁾.

Artikel 7

Tegen het koninklijk besluit van 24 mei 2000 tot vaststelling van de datum van de vernieuwing van het paritair comité bij De Post is een beroep tot nietigverklaring ingesteld bij de afdeling administratie van de Raad van State.

⁽⁶⁾ De steller van het ontwerp kan daarvoor steunen op artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit van 5 juli 1991 tot oprichting van paritaire comités bij de Regie der Luchtwezen, de Regie der Posterijen en de Regie van Telegrafie en Telefonie.

Wanneer aldus een geschil hangende is bij de afdeling administratie, is het gebruikelijk dat de afdeling wetgeving van de Raad van State geen opmerkingen maakt over de kwesties die aan dat rechtscollege zijn voorgelegd teneinde niet vooruit te lopen op de afloop van dat geding.

Bijgevolg wordt deze bepaling van het ontwerp niet onderzocht door de afdeling wetgeving.

La chambre était composée de

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

P. LIENARDY,
P. VANDERNOOT,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

De kamer was samengesteld uit

président du Conseil d'Etat,
voorzitter van de Raad van State,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme A.-F. BOLLY, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. A.-F. BOLLY, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN